



Université de Carthage

L'Institut National du Travail et des Etudes Sociales

Organise en collaboration avec la

Fondation Friedrich-Ebert Stiftung

Le 1^{er} colloque international en Economie Sociale et Solidaire

**« Economie Sociale et Solidaire à l'assaut
des Inégalités Sociales pour une approche
territoriale du développement durable »**

Les 5 et 6 avril 2019

L'Institut National du Travail et des Etudes Sociales en collaboration avec la fondation *Friedrich-Ebert-Stiftung* organise un colloque international sur le thème de l'économie sociale et solidaire (ESS) et son rôle dans la réduction des inégalités et la promotion du développement durable par une approche territoriale. Ce colloque constituera un espace de réflexion sur les perspectives de développer davantage l'ESS en Tunisie qui devrait évoluer vers l'affirmation d'une nouvelle convergence visant la réduction des inégalités sociales dans ces différentes facettes mais également à continuer à être un levier du développement durable.

De nos jours, l'ESS est très recommandée en raison de la promesse qu'elle porte : Un véritable levier de croissance inclusive qui peut induire la création de la richesse et l'emploi à condition que les défis auxquels elle est confrontée, sont surmontés.

Dans quelle mesure les organisations de l'ESS sont-elles capables de générer une réduction des inégalités sociales et de transformer l'économie dans le sens qui nous semble souhaitable et désirable ? Les disparités observées entre individus et entre groupes sociaux sont la conséquence d'une distribution inégale et injuste des ressources. Aussi, la distribution inégale et ses différentes manifestations de fragilité sociale ne sont ni naturelles, ni inévitables et donc surmontables si des mesures concrètes et efficaces issues des bonnes pratiques de l'ESS sont mises en œuvre. Il est ainsi, primordial de bien cibler les actions de l'ESS selon un gradient social et favoriser ainsi les individus en dessous de la pyramide sociale. Les projets de l'ESS sont-ils donc, en mesure de réduire la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale et permettre de satisfaire les besoins actuels et futurs des personnes démunies en leur garantissant un niveau de vie et de bien-être optimal ?

En Tunisie, l'enjeu n'est pas de s'adapter à une croissance devenue faible, mais de penser à un nouveau modèle de l'ESS riche en bien-être pour tous et réellement soutenable. Sans oublier de citer que les organisations de peuvent suivre des modèles économiques très variés et inspirés d'une volonté de la suprématie de l'utilité sociale

et de l'intérêt collectif avec des valeurs de coopération et de solidarité. Mais, l'ESS occupe un positionnement sectoriel qui n'a jamais été étudié et évalué pour déterminer le degré de réponse aux aspirations des individus, des groupes et de satisfaire les besoins sociaux.

Les difficultés actuelles de la Tunisie sont attribuées au modèle économique et social qui, semble-il, a du mal à réduire la pauvreté (15,5% en 2017) et encore moins les disparités régionales et les inégalités sociales. En effet, la croissance économique a affiché une modeste amélioration (2,7 % en 2018). La situation en Tunisie est légèrement inégalitaire pour un indice de GINI de l'ordre de 0,398 (2014). Le taux d'inflation a atteint 7,5% en 2018, par suite de la dépréciation du dinar, du relèvement des taux de la TVA et de la hausse des prix de certains produits de base. Estimé à 15,5% en 2017, le chômage touche davantage les jeunes de 15 à 24 ans (35%) et les jeunes femmes (37,4%). Les chômeurs sont le plus souvent des personnes peu qualifiées, mais ce sont les diplômés universitaires qui affichent le taux de chômage le plus fort (15 % en 2005, 23 % en 2010 et 31 % en 2017).

Il existe désormais un consensus sur la nécessité du développement local ou territorial en Tunisie. D'ailleurs, le plan national de développement économique et social pour la période 2016–2020, contenait des réformes économiques et sociales visant à relever les défis posés par les inégalités régionales. En 2015, les régions les plus pauvres – le Nord-Ouest, le Centre Ouest et le Sud-Ouest – abritaient 70 % des Tunisiens en situation d'extrême pauvreté et 55 % de l'ensemble des pauvres du pays, et ce, alors que ces régions ne représentaient que 30 % de la population tunisienne. Les disparités socioéconomiques sont liées à la *dualité économique* : un fort dynamisme dans les régions côtières et une stagnation dans les régions intérieures, à la *dichotomie géographique*, avec des régions prospères sur la côte et des régions appauvries à l'intérieur du pays. Au niveau régional, le marché du travail est très contrasté : sécurité

de l'emploi dans le secteur public et précarité dans le secteur privé (Medinilla and El Fassi 2016)¹.

Dans le cadre des travaux de ce colloque, il sera question de souligner que le rôle attribué à l'ESS dans l'inclusion et la lutte contre les inégalités sociales et économiques des classes et des territoires défavorisés n'a pas été bien intégré dans l'orientation des projets de développement. D'où l'utilité de repenser la contribution de l'ESS dans la satisfaction des besoins et dans sa réponse alternative aux problèmes sociaux et économiques.

Ce colloque se propose de débattre l'état des lieux de l'ESS et de le situer par rapport à la réduction des inégalités sociales et au développement durable. Il vise à collecter des regards particuliers sur la manière de renouveler le rôle de l'ESS et chercher les bonnes pratiques pour faire face aux défis actuels. Des analyses critiques seront les bienvenues pour permettre de repérer les points de tension, voire les impensés des activités de l'ESS. Les propositions de communication attendues s'inscriront dans l'une des cinq thématiques suivantes :

1 - Capitalisation des expériences nationales et internationales à la recherche des bonnes pratiques de l'ESS dans la réduction des inégalités sociales.

La capitalisation d'expériences a pour objectif une plus grande lisibilité et visibilité du travail réalisé par les acteurs afin de valoriser les actions menées sur le terrain. Pour ce colloque, il sera question de valoriser les projets ESS et d'identifier les bonnes pratiques pour les éventuelles orientations vers les valeurs de solidarité et de la réduction des inégalités. Dans ce cadre, il serait intéressant de disposer des évidences de l'impact des actions solidaires sur la cohésion sociale.

¹ Medinilla, Alfonso, and Sahra El Fassi. 2016. 'Réduire les inégalités régionales en Tunisie'.

La revue des expériences peut contribuer au renforcement du plaidoyer pour les projets à fort impact social et économique et pour la réduction des inégalités sociales et soutenir ainsi, les initiatives locales et nationales.

2. Economie sociale et solidaire et travail social

Face aux enjeux économiques et sociaux actuels, un rapprochement entre le travail social et l'ESS est vivement recommandé puisqu'il permettrait de mettre en place des partenariats entre travailleurs sociaux et acteurs de l'ESS et éventuellement améliorer la rentabilité des projets au niveau local. Le travail social et l'ESS utilisent des moyens et des pratiques différentes pour atteindre des objectifs similaires, particulièrement le traitement des problèmes sociaux (pauvreté, chômage et exclusion sociale, etc). Bien qu'ils puissent être complémentaire, Laville (2012)² avait souligné la méfiance réciproque entre ces deux acteurs en stipulant : « *de nombreux travailleurs sociaux considèrent l'ESS comme le cheval de Troie du désengagement de l'État ; de nombreux représentants de l'économie sociale et solidaire refusent un enfermement de leur action dans le traitement social du chômage et de l'exclusion* ».

3. Apports des métiers de l'ESS au traitement des inégalités et au développement durable

Les métiers de l'ESS recouvrent un large champ en perpétuelle innovation en termes d'activités, de services et de produits offerts. Ces métiers recouvrent des secteurs très variés : secteur du social et du médico-social, la santé, les services à la personne, l'insertion professionnelle, l'environnement etc.

Pour contribuer à sélectionner et encourager les métiers de l'ESS selon une approche territoriale appropriée Il est important de les relier à leur potentiel de réduction des inégalités sociales.

² Laville, J. ,2012. Travail social et économie solidaire, vers un dialogue. *Le sociographe*, hors-série 5(5), 21-46.

4. Dynamique de l'ESS et réduction des inégalités sociales

Les initiatives de l'ESS relèvent de la dynamique de l'économie inclusive au sein de laquelle se trouve l'innovation sociale. De plus, l'approche territoriale de développement qui est basée entre autres, sur les relations de proximité, ne cesse d'évoluer vers des modèles d'entreprenariats exigeant des projets ESS innovants.

Les projets de l'ESS innovants peuvent constituer une piste intéressante pour renforcer les retombées socio-économiques positives sur la réduction des inégalités. L'ESS doit donc prendre toute sa place dans le changement, qui est aujourd'hui nécessaire, de notre modèle économique.

5. Nouveaux modèles de développement et économie sociale et solidaire

L'ESS peut jouer un rôle déterminant pour atteindre les objectifs du développement durables (ODD). En favorisant le développement durable au moyen d'innovations et de pratiques concrètes sur le plan social, le modèle de l'ESS doit être orienté vers les besoins non satisfaits en matière d'employabilité, de financement et de cohésion sociale. L'ESS peut ainsi, constituer un véritable modèle de développement visant l'universalité de la protection sociale et la réduction des inégalités. A nos jours, l'ESS qui devrait soutenir le développement durable (Crétiéneau, 2010)³, éprouve des difficultés et des défis majeurs d'ordre économique, social, culturel et politique. Penser à une nouvelle organisation, à un nouveau modèle, une autre manière d'encourager les projets innovants de l'ESS est aujourd'hui, une exigence pour améliorer et faire mieux fonctionner les initiatives sociales.

³ Crétiéneau, A. (2010). Economie sociale et solidaire et développement durable : pensée et actions en conjonction. *Marché et organisations*, 11(1), 31-71.

Dates importantes

- **Date limite de soumission des résumés : 01 mars 2019.**
- Date limite de notification d'acceptation des résumés : **15 mars 2019.**
- Date du colloque : **5 - 6 Avril 2019.**

Modalités de soumission des propositions

Les propositions doivent être rédigées en français, en anglais ou en arabe et doivent être adressées à la coordinatrice du colloque :

Dr. Sonia Bassi: soniabassizouaoui@gmail.com